VPI

TRIBUNAL DE COMMERCE de BRETEUIL

18 FEV. 2002

Certifié Conforme

2754

E

ECOFFI SOFTWARE
Société à responsabilité limitée
Siège social : 15, allée Louis Bréguet ZA Les Merisiers
93421 VILLEPINTE
RCS B 332 890 979

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 27 DECEMBRE 2001

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE D'AULNAY EXTÉRIEUR LE 01 FEV. 2002
F° 22 BORD 30 case 01
REÇU – Dt DE TIMBRE 48 Euros
pénalités : 8 Euros
– Dts D'ENREG! 230 Euros
pénalités 24 Euros
Signature :

M. G. MARGONTIER
Receveur Principal des Impôts

L'an deux mil un,

le 27 décembre

à 20 heures 30,

Sont présents :

- Monsieur KADRI Karim, titulaire de	10 000 parts
- Monsieur SMAIL Karim, titulaire de	4 800 parts
- Mademoiselle KADRI Chadia, titulaire de	5 200 parts
Soit ensemble, VINGT MILLE PARTS, ci	20 000 parts

seuls associés de la Société et représentant en tant que telles la totalité des parts sociales émises par la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur KADRI Karim, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de la gérance ;
- Augmentation du capital social d'une somme de 1 279 785 francs par incorporation de réserves et augmentation de la valeur nominale des parts pour porter le capital à 500 000 euros ;
- Modifications corrélatives des statuts ;
- Dotation de la Réserve légale pour la porter à 50 000 euros
- Questions diverses ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

124

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la gérance ;
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés au associés ou tenus à leur disposition au siège social dans les délais fixés par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 2 000 000 francs, divisé en 20 000 parts de 100 francs chacune, entièrement libérées, d'une somme de 1 279 785 francs pour le porter à 3 279 785 francs par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur les postes suivants :

- Réserves réglementées pour 200 000 francs

- Autres réserves pour 1 079 785 francs

En représentation de cette augmentation de capital, la valeur nominale des parts passera à 25 euros.

L'Assemblée Générale constate expressément que l'augmentation de capital est ainsi définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée générale décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 6 – APPORTS

1 – A la constitution de la Société, les associés ont apporté une somme de 50 000 francs, ci	50 000 F.
2 – Au terme d'une délibération en date du 28 décembre 1994, il a été incorporé au capital une somme de 450 00 francs par incorporation des réserves ordinaires et d'une partie du compte Réserve légale, ci	450 000 F.
3 – Au terme d'une délibération en date du 22 septembre 1997 , il a été incorporé au capital une somme de 500 000 francs par incorporation des réserves ordinaires, ci	500 000 F.
4 – Au terme d'une délibération en date du 30 novembre 1999, il a été incorporé au capital une somme de 1 000 000 francs par incorporation des réserves, ci	1 000 000 F.
4 – Au terme d'une délibération en date du 27 décembre 2001, il a été incorporé au capital une somme de 1 272 785 francs par incorporation des réserves, ci	1 272 785 F.
Total des apports, Trois millions deux cent soixante dix neuf mille sept cent quatre vingt cinq francs, ci	3 279 785 F.
SOIT	500 000 €

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cinq cent mille euros (500 000 €).

Il est divisé en 20 000 parts sociales de 25 € chacune, entièrement libérées et qui tiennent compte des apports effectués tant lors de la constitution de la Société que des cessions de parts, des réductions et des augmentations de capital réalisées depuis la création de la Société.

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- à Monsieur KADRI Karim	10 000 parts
- à Monsieur SMAIL Karim	4 800 parts
- à Mademoiselle KADRI Chadia	5 200 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 20 000 parts.

Les parts sociales ainsi attribuées sont libérées intégralement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Ble

PAGE ANNULÉE
Art. 302 du C.G.I.
Arrêté du 20.3.58

TROISIÈME RÉSOLUTION

Pour faire suite aux résolutions précédentes, l'Assemblée générale décide de doter la Réserve légale de 127 979 francs pour la porter à 327 979 francs, soit 50 000 euros. Cette dotation s'effectuera par prélèvement sur le poste « Autres réserves ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après la lecture par le gérant et les associés.

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20.3.58

C'est fait conforme

ECOFFI SOFTWARE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 500 000 €
Siège social : 15, allée Louis Bréguet ZA Les Merisiers
93421 VILLEPINTE

STATUTS
Mise à jour le 27 décembre 2001

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant sur le territoire de la République Française que sur les territoires des Etats étrangers :

- Conseils, assistance, analyses, études, recherches, formation, dans les domaines suivants : Economie - social - management - gestion - informatique, et tous autres domaines pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un au moins de ceux précités.
- Eventuellement, vente, distribution, réalisation, assistance technique de tous matériels ou produits, en particulier matériel et logiciels informatiques, permettant de répondre à tous problèmes relevant des domaines précités.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : ECOFFI SOFTWARE.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 15 allée Louis Bréguet ZA Les Merisiers,
VILLEPINTE (Seine Saint Denis).

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 74 ans années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

1 – A la constitution de la Société, les associés ont apporté une somme de 50 000 francs, ci	50 000 F.
2 – Au terme d'une délibération en date du 28 décembre 1994, il a été incorporé au capital une somme de 450 00 francs par incorporation des réserves ordinaires et d'une partie du compte Réserve légale, ci	450 000 F.
3 – Au terme d'une délibération en date du 22 septembre 1997 , il a été incorporé au capital une somme de 500 000 francs par incorporation des réserves ordinaires, ci	500 000 F.
4 – Au terme d'une délibération en date du 30 novembre 1999, il a été incorporé au capital une somme de 1 000 000 francs par incorporation des réserves, ci	1 000 000 F.
4 – Au terme d'une délibération en date du 27 décembre 2001, il a été incorporé au capital une somme de 1 272 785 francs par incorporation des réserves, ci	1 272 785 F.
Total des apports, Trois millions deux cent soixante dix neuf mille sept cent quatre vingt cinq francs, ci	3 279 785 F.
SOIT	500 000 €

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cinq cent mille euros (500 000 €).

Il est divisé en 20 000 parts sociales de 25 € chacune, entièrement libérées et qui tiennent compte des apports effectués tant lors de la constitution de la Société que des cessions de parts, des réductions et des augmentations de capital réalisées depuis la création de la Société.

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- à Monsieur KADRI Karim	10 000 parts
- à Monsieur SMAIL Karim	4 800 parts
- à Mademoiselle KADRI Chadia	5 200 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 20 000 parts.

Les parts sociales ainsi attribuées sont libérées intégralement.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

à Monsieur Karim KADRI :	10 000 parts sociales
à Monsieur Karim SMAIL :	4 800 parts sociales
à Mademoiselle Chadia KADRI :	5 200 parts sociales

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 20 000 parts.

Les parts sociales ainsi attribuées sont libérées intégralement.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L 223-35 du Code de Commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par
la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en
engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - POUVOIRS

Toutes les formalités requises par la loi, à la suite des présentes, notamment en vue de la modification à apporter au Registre du Commerce, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du gérant, avec faculté de se substituer tout mandataire de son choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toute formalité pouvant être accomplie par une personne autre que le gérant.

Fait à VILLEPINTE
Le 27 décembre 2001
En autant d'exemplaires
que requis par la loi